



Programme Placements Sports et Loisirs

CADRE NORMATIF 2021-2023

Coordination et rédaction

Direction du sport, du loisir et de l'activité physique
Secteur du Loisir et du Sport

Pour toute information, s'adresser à l'endroit suivant :

Renseignements généraux
Ministère de l'Éducation
1035, rue De La Chevrotière, 27^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 643-7095
Ligne sans frais : 1 866 747-6626

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation

ISBN 978-2-550-90623-0 (PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021

21-061-27_w3

Table des matières

Description du programme	4
1. Raison d'être	4
2. Cadre législatif et réglementaire	5
Objectifs poursuivis et composantes du Programme Placements Sports et Loisirs.....	7
3. Objectifs	7
4. Composantes du programme	7
5. Entrée en vigueur et échéance	7
Admissibilité des demandes.....	8
6. Critères d'admissibilité.....	8
7. Conditions à respecter	10
8. Documents requis	12
Montants, attribution de l'aide financière et versements.....	14
9. Paramètres servant à l'établissement du montant de l'aide financière.....	14
Reddition de comptes	15
Autres dispositions	16
10. Rôles et responsabilités	16
11. Directives à l'intention du vérificateur des états financiers des FSQ et des ONL.....	16
12. Frais de gestion	17
13. Visibilité.....	17
14. Demande d'examen d'une décision.....	17
15. Circonstances exceptionnelles.....	17
Annexe 1.....	18
Exemple du taux d'appariement selon le revenu moyen d'une organisation admissible	18
Annexe 2.....	19
Calcul de l'appariement et du versement maximal par FSQ ou ONL	19
Annexe 3.....	20
Principales définitions.....	20

Description du programme

1. Raison d'être

Le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) reconnaît que, par leur nature même, les fédérations sportives québécoises (FSQ) et les organismes nationaux de loisir (ONL) sont d'importants acteurs en matière d'accessibilité, de qualité et de promotion de la pratique libre ou organisée d'activités de sport et de loisir. Chefs de file dans leurs champs d'intervention, ils contribuent, par leurs missions, leurs vies associatives et le caractère préventif de leurs activités ainsi que par leurs actions collectives, au maintien, au développement et à l'augmentation du niveau de la pratique d'activités de sport et de loisir dans un cadre sain et sécuritaire pour toute la population québécoise.

Pour les FSQ et les ONL, la capacité à générer de nouvelles sources de revenus peut être limitée et plusieurs d'entre eux, notamment les organismes de plus petite taille, se retrouvent régulièrement en situation financière précaire, compromettant du coup la pleine réalisation de leur mission et de leurs activités et mettant en jeu, par le fait même, le développement de la pratique d'activités de sport ou de loisir par la population.

Même si un financement est disponible par l'entremise du Programme de soutien aux fédérations sportives québécoises (PSFSQ) ou du Programme d'assistance financière aux organismes nationaux de loisir (PAFONL), la capacité financière de l'État est limitée et ce levier ne répond en moyenne qu'à moins du tiers des revenus totaux des organismes. Aussi le gouvernement s'est-il engagé à contribuer au financement des organismes communautaires en complémentarité avec d'autres bailleurs de fonds. Conséquemment, les FSQ et les ONL doivent diversifier leurs sources de financement.

En réponse à ces enjeux et en accord avec la Politique de l'activité physique, du sport et du loisir *Au Québec, on bouge!*, un consensus s'est dégagé sur la nécessité de bonifier l'aide financière gouvernementale, de diversifier les sources de revenus des FSQ et des ONL reconnus et de favoriser leur pérennité pour les années futures par la création de Placements Sports et Loisirs.

Coordonné par le fournisseur de service, grâce au soutien financier du MEQ, Placements Sports et Loisirs permet respectivement aux FSQ et aux ONL de stimuler leur recours à des campagnes de financement auprès de particuliers, de sociétés ou de fondations privées. Ce levier financier, complémentaire au soutien offert par le PSFSQ ou le PAFONL, permettra aux FSQ et aux ONL, particulièrement ceux dont les ressources sont limitées, de mieux développer les champs d'intervention en sport ou loisir qu'ils régissent pour mieux servir la population. Par Placements Sports et Loisirs, le MEQ mise sur cette formule d'appariement gouvernemental des dons recueillis par les FSQ et les ONL parce qu'elle responsabilise ces organisations tout en donnant un effet de levier aux investissements de l'État.

2. Cadre législatif et réglementaire

Le programme Placements Sports et Loisirs s'appuie sur les lois, les politiques et les documents suivants :

Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le ministre responsable du Loisir et du Sport exerce les fonctions du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport prévues à la *Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport*. En vertu de cette loi, le Ministère réalise ses activités dans les domaines de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que dans les domaines du loisir et du sport.

Ses activités visent notamment à :

- ♦ promouvoir l'éducation, le loisir et le sport;
- ♦ contribuer, par la promotion, le développement et le soutien de ces domaines, à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel ainsi que du niveau de la pratique récréative et sportive de la population québécoise et des personnes qui la composent.

Loi sur l'administration publique

La *Loi sur l'administration publique* affirme la priorité accordée à la qualité des services aux citoyens. Elle prescrit un cadre de gestion axée sur l'atteinte des résultats et est basée sur le respect du principe de la transparence. Elle favorise l'obligation de rendre compte de l'Administration gouvernementale devant l'Assemblée nationale.

Loi sur le développement durable

« Les mesures prévues par [la *Loi sur le développement durable*] concourent [...] à réaliser le virage nécessaire au sein de la société face aux modes de développement non viable, en intégrant davantage la recherche d'un développement durable, à tous les niveaux et dans toutes les sphères d'intervention, dans les politiques, les programmes et les actions de l'Administration. Elles visent à assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de développement durable [...] »

Politique de l'activité physique, du sport et du loisir - *Au Québec, on bouge!*

« Le gouvernement du Québec reconnaît et soutient, tant au palier local, régional qu'au palier national, plusieurs organismes de regroupement, de service et de concertation. Ces organismes [...] qui encadrent la pratique d'activités physiques, de sports et de loisirs sous toutes ses formes jouent un rôle de premier plan, car ils contribuent à améliorer la qualité de vie de toute la population. » Page 4

« [...] les programmes du gouvernement du Québec permettront de créer et de maintenir des environnements favorables à la pratique d'activités physiques, de sports et de loisirs. Il en va de la réussite de la mise en œuvre de la Politique. » Page 33

Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire – L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec

« Le gouvernement du Québec s'attend (...) à ce que les organismes continuent de rechercher, selon leurs capacités et dans la mesure du possible, un appui financier en dehors des fonds publics. L'objectif de voir les organismes communautaires soutenus par des fonds autres que les fonds publics constitue aussi une invitation aux bailleurs de fonds externes à manifester leur volonté de s'associer aux organismes qui contribuent à l'amélioration du tissu social. La responsabilité à l'égard des organismes qui rendent service à la population est collective. » Page 26

Objectifs poursuivis et composantes du Programme Placements Sports et Loisirs

3. Objectifs

Le programme Placements Sports et Loisirs vise à encourager les FSQ et les ONL, à la faveur d'une aide financière du MEQ, pour :

- ◆ qu'ils augmentent leurs revenus dans le but d'investir davantage de ressources financières dans le développement du sport ou du loisir au Québec;
- ◆ qu'ils diversifient leurs sources de revenus liées à la collecte de fonds dans le secteur privé, et gagnent ainsi en autonomie et en sécurité financière;
- ◆ qu'ils développent leurs compétences en collecte de fonds auprès du secteur privé.

4. Composantes du programme

Pour chaque FSQ ou ONL inscrit à Placements Sports et Loisirs, un fonds de dotation et un fonds de réserve sont créés, le premier par un gestionnaire de fonds (Gestionnaire) sélectionné par le fournisseur de service (Fournisseur), selon que l'organisme est reconnu ou non comme organisme de bienfaisance, le second par la FSQ ou l'ONL.

A. Fonds de dotation

Le fonds de dotation est constitué d'une partie des dons recueillis et des subventions d'appariement qui s'y rapportent, dont le capital doit être intégralement conservé durant une période minimale de dix ans à partir de la date de chaque dépôt au Gestionnaire. Annuellement, seuls les revenus nets générés, au minimum représentés par le contingent de versement établi par l'entente avec le Gestionnaire, seront versés dans le fonds de réserve ou ajoutés au fonds de dotation, selon le choix annuel de l'organisme.

Au nom d'une FSQ ou d'un ONL, le Gestionnaire créera un fonds de dotation avec un minimum de 20 % des dons recueillis et de la subvention d'appariement, et ce, peu importe le revenu annuel de la FSQ ou de l'ONL. La gestion du fonds de dotation est confiée au Gestionnaire, une organisation spécialisée dans ce domaine et choisie par le fournisseur de service.

B. Fonds de réserve

Le fonds de réserve est constitué d'une certaine partie des dons recueillis et des subventions d'appariement accordées en vertu du programme. Le capital et les produits financiers qui en découlent sont accessibles selon la volonté de la FSQ ou de l'ONL, qui peut en transférer une partie ou la totalité à son fonds de dotation, ou l'utiliser pour son fonctionnement.

5. Entrée en vigueur et échéance

Le programme Placements Sports et Loisirs entre en vigueur à compter de sa date d'autorisation par le Conseil du trésor et vient à échéance le 31 mars 2023.

Admissibilité des demandes

6. Critères d'admissibilité

A. Organismes admissibles

Les organismes visés doivent :

- ♦ détenir le statut d'ONL reconnu et soutenu financièrement par le MEQ¹ en vertu des Programmes d'assistance financière et de reconnaissance des organismes nationaux de loisir;
- et
- ♦ appartenir à l'un ou l'autre des secteurs suivants du loisir tel que déterminé par le MEQ lors de la délivrance de la reconnaissance ONL, à savoir : loisir actif, de plein air, socioéducatif, touristique ou loisir spécialisé pour une clientèle présentant des besoins particuliers étant susceptible de bénéficier d'une action sociale adaptée dans un ou plusieurs de ces secteurs;
- ♦ être membre en règle du fournisseur de service;

OU

- ♦ détenir le statut de FSQ reconnue par le MEQ² en vertu du Programme de reconnaissance des fédérations sportives québécoises;
- et
- ♦ être membre en règle du fournisseur de service.

B. Organismes non admissibles

Les organismes non visés sont :

- ♦ les organismes admissibles déjà soutenus par tout autre programme gouvernemental similaire d'appariement de dons issus de collectes de fonds;
- ♦ les organismes inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- ♦ les organismes qui, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, ont fait défaut de respecter leurs obligations auprès du MEQ, après avoir été dûment mis en demeure en lien avec l'attribution d'une aide financière antérieure.

¹ Les critères de reconnaissance des ONL sont disponibles sur la page Web du MEQ : <http://www.education.gouv.qc.ca/organismes-de-loisir-et-de-sport/programmes-de-reconnaissance/organismes-nationaux-de-loisir/>.

² Les critères de reconnaissance des FSQ sont disponibles sur la page Web du MEQ : <http://www.education.gouv.qc.ca/organismes-de-loisir-et-de-sport/programmes-de-reconnaissance/federations-sportives-quebecoises/>.

C. Dons admissibles

Les dons recueillis et soumis doivent :

- ◆ avoir été recueillis essentiellement entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2023;
- ◆ respecter les règles fiscales en vigueur;
- ◆ être de 25 \$ et plus;
- ◆ provenir :
 - de donateurs particuliers;
 - de sociétés ou de corporations privées;
 - de fondations;
 - d'associations, de clubs sociaux ou de syndicats;
 - de communautés religieuses;
- ◆ être sous forme de :
 - dons en espèces (y compris le sociofinancement);
 - dons en espèces provenant de la liquidation de titres cotés en Bourse;
 - dons en espèces faits lors d'un événement-bénéfice (selon les règles de l'Agence du revenu du Canada (ARC))³;
 - dons en espèces faits lors d'une vente aux enchères (selon les règles de l'ARC et de Revenu Québec)⁴;
 - legs testamentaires en espèces.

D. Autres modalités

Pour les FSQ ou ONL ayant une fondation et pouvant remettre un reçu officiel de don

Chaque donateur doit confirmer par écrit ou de façon électronique qu'il a fait un don à l'organisme pour appuyer le fonctionnement d'une FSQ ou d'un ONL en particulier.

Conformément aux lois fiscales québécoises et canadiennes, dans le cas d'activités de collecte de dons où une partie des sommes versées par le donateur lui permet de profiter d'un avantage (biens ou services, par exemple frais d'entrée à un tournoi de golf, repas lors d'un gala bénéfique, allocution par un conférencier invité), seul le montant non associé aux biens et services est considéré comme un don et permet de remettre un reçu de don pour une partie de la valeur.

Les dons faits à l'organisme, y compris sous forme de legs, peuvent être en espèce ou en titres cotés en bourse et pour lesquels les lois fiscales permettent la délivrance d'un reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu. Pour les titres cotés en bourse, la subvention d'appariement est calculée à partir du montant du reçu officiel délivré aux fins d'impôt.

3 Les organismes qui ne remettent pas de reçus d'impôt n'ont pas d'obligation légale à cet effet. Des taxes devront être imposées pour ce genre de collecte de fonds.

4 Ibid.

Pour les FSQ et les ONL ne pouvant pas remettre un reçu officiel de don

Chaque donateur doit confirmer par écrit ou de façon électronique qu'il a fait un don à l'organisme pour appuyer le fonctionnement de cet organisme en particulier.

Pour l'organisme ne pouvant pas remettre un reçu officiel aux fins de l'impôt, le montant global du don sera considéré pour la subvention d'appariement.

Chaque donateur recevra de l'organisme une confirmation écrite ou de façon électronique que son don sera apparié et qu'en vertu du statut de l'organisme, il ne recevra pas de reçu officiel aux fins d'impôt.

E. Dons non admissibles

Ne sont pas considérés comme des dons admissibles à Placements Sports et Loisirs :

- ◆ les commandites;
- ◆ les dons inférieurs à 25 \$;
- ◆ les dons recueillis auprès des membres qui auraient pour effet de réduire la cotisation habituelle récoltée par l'organisme ou l'inscription à l'une de ses activités (à l'exception des activités de collecte de fonds);
- ◆ les dons en provenance :
 - de sociétés d'État (ex. : Loto-Québec, Hydro-Québec, Société des alcools du Québec, etc.);
 - d'organismes et de ministères du gouvernement du Québec;
 - d'entités municipales⁵;
 - de bureaux de députés et de ministres (à l'exception des dons faits à titre personnel);
 - d'établissements d'enseignement, de centres de services scolaires et d'autres institutions publiques;
 - d'organismes et de ministères du gouvernement du Canada;
- ◆ les promesses de dons;
- ◆ les dons en nature, autres que les dons d'actions cotées en bourse.

7. Conditions à respecter

A. Activités financées à l'aide des subventions d'appariement

Seules les dépenses des activités liées aux éléments suivants sont considérées, aux fins de Placements Sports et Loisirs, comme des dépenses qu'une FSQ ou qu'un ONL peut faire à l'aide des subventions d'appariement :

- ◆ rémunération du personnel de l'organisme, incluant ses ressources humaines pour la coordination de la mise en œuvre d'un plan de développement;

⁵ Aux fins des règles de cumul des aides financières, le terme « entités municipales » comprend les organismes municipaux au sens de l'article 5 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A 2.1).

- ◆ vie associative et démocratique de l'organisme (assemblée générale annuelle, réunions de comités et commissions, gouvernance, etc.);
- ◆ dépenses normales de fonctionnement de la FSQ ou de l'ONL (vérifications comptables, achats d'articles de bureau, etc.);
- ◆ mise en œuvre du plan de développement du champ disciplinaire ou d'intervention régi par l'organisme;
- ◆ activités philanthropiques;
- ◆ diffusion de l'information;
- ◆ promotion de la sécurité (y compris pour les spectateurs) et protection de l'intégrité dans le champ d'intervention régi par l'organisme;
- ◆ formation et perfectionnement du personnel rémunéré et bénévole de l'organisme;
- ◆ soutien technique et professionnel de l'organisme pour la construction d'installations sportives et récréatives;
- ◆ soutien et encadrement du mentorat pour les entraîneurs, les entraîneuses, les officiels et les officielles, les animateurs et les animatrices en vue de l'obtention de leur certification finale;
- ◆ régie ou soutien technique et professionnel de l'organisme pour l'organisation d'événements grand public d'envergure locale, régionale, provinciale et nationale dans son champ d'intervention;
- ◆ activités de promotion et de représentation du champ d'intervention;
- ◆ soutien et encadrement de l'action bénévole;
- ◆ élaboration d'un programme de développement propre au champ d'intervention;
- ◆ le soutien à la recherche.

B. Activités non admissibles à un financement à l'aide des subventions d'appariement de Placements Sports et Loisirs

Les dépenses des activités liées aux éléments suivants ne sont pas considérées, aux fins de Placements Sports et Loisirs, comme des dépenses admissibles qu'une FSQ peut faire à l'aide des subventions d'appariement :

- ◆ les bourses aux athlètes;
- ◆ les stages d'entraînement d'athlètes reconnus de niveau excellence, élite ou relève;
- ◆ la rémunération du personnel entraîneur;
- ◆ les autres activités de développement de l'excellence sportive (hormis la rémunération de ressources humaines pour la coordination de la mise en œuvre du modèle de développement des athlètes);
- ◆ l'organisation et la régie d'événements internationaux;
- ◆ les stages d'entraînement d'athlètes, peu importe le calibre;
- ◆ le paiement ou le transfert de sommes d'argent (incluant des prêts) pour soutenir la mission ou les activités d'un autre organisme.

Les dépenses des activités liées aux éléments suivants ne sont pas considérées, aux fins de Placements Sports et Loisirs, comme des dépenses admissibles qu'un ONL peut faire à l'aide des subventions d'appariement :

- ◆ le soutien au personnel d'entraînement, aux officiels ou aux autres personnels de soutien aux championnes ou aux champions, incluant la rémunération;
- ◆ la délivrance de bourses aux championnes ou champions;
- ◆ les stages d'entraînement d'athlètes, peu importe le calibre;
- ◆ le paiement ou le transfert de sommes d'argent (incluant des prêts) pour soutenir la mission ou les activités d'un autre organisme.

Pour les FSQ et les ONL, les frais de déplacement ne devront pas dépasser les montants prévus à la *Directive sur les frais remboursables lors d'un déplacement et autres frais inhérents* du Recueil de politique de gestion en vigueur adopté par le Conseil du trésor.

8. Documents requis

Les documents suivants doivent être transmis dans les délais prescrits au fournisseur de service :

A. Lors de la présentation d'une demande

- ◆ Formulaire d'enregistrement du programme Placements Sports et Loisirs dûment rempli.
- ◆ Résolution signée du conseil d'administration stipulant que la FSQ ou l'ONL :
 - désire adhérer pleinement au programme Placements Sports et Loisirs;
 - respectera les normes de l'Agence du Revenu du Canada et de Revenu Québec en ce qui concerne la collecte de dons, le cas échéant;
 - respectera les normes régissant les dépenses admissibles grâce aux dons recueillis, aux intérêts générés par le fonds de dotation et versés annuellement, le cas échéant, aux FSQ ou aux ONL ainsi qu'aux fonds d'appariement reçus dans le cadre du programme Placements Sports et Loisirs;
 - respectera les normes comptables pour présenter de façon distincte les revenus et les dépenses découlant du programme Placements Sports et Loisirs, de manière transparente et vérifiable;
 - accepte qu'il puisse faire l'objet d'une vérification ou d'un audit destiné à confirmer qu'elle respecte tous les critères mentionnés ci-dessus;
 - accepte que des sanctions puissent être prises à son égard si elle se trouve en contravention des lois provinciales, des lois fédérales ou encore des règles prescrites par le programme Placements Sports et Loisirs.
- ◆ Copie du dernier rapport annuel de l'organisme.
- ◆ Copie signée et approuvée des états financiers des trois derniers exercices financiers complétés.

B. Après l'acceptation d'une demande, en cours de cycle

• **Protocole d'entente**

Lorsque la demande est acceptée, l'organisme recevra deux exemplaires d'un protocole d'entente. Ce document, qui constitue l'engagement liant l'organisme au fournisseur de service, précise les engagements des deux parties relativement :

- ◆ aux obligations de l'organisme;
- ◆ aux obligations du fournisseur de service;
- ◆ aux modalités de versement des fonds;
- ◆ à la durée de la convention;
- ◆ aux mécanismes de vérification;
- ◆ aux conditions liées à la résiliation de l'entente.

Le protocole d'entente doit être retourné au fournisseur de service et porter la signature originale du président ou de la présidente de l'organisme. Dans le cas d'un mandataire, la résolution du conseil d'administration autorisant la délégation de signature doit accompagner le document.

• **Rapport financier du dernier exercice financier complété, soit :**

- ◆ Lorsque le bénéficiaire cumule une aide financière provenant de subventions publiques (gouvernement provincial, fédéral et municipal) :
 - de plus de 200 000 \$: les états financiers audités du dernier exercice financier complété, préparés par un comptable professionnel agréé;
 - entre 25 000 et 199 999 \$: les états financiers examinés du dernier état financier complété, préparés par un comptable professionnel agréé;
 - de 24 999 \$ et moins : un avis au lecteur pour les derniers états financiers complétés, préparés par un comptable professionnel agréé.
- ◆ Les états financiers :
 - détaillant les divers types d'aide financière provenant du gouvernement du Québec⁶ ou du gouvernement du Canada;
 - approuvés par le conseil d'administration;
 - signés par deux administrateurs;
- ◆ présentés à l'assemblée générale annuelle des membres.

⁶ « Gouvernement du Québec » comprend le gouvernement du Québec, ses ministères et ses organismes. On entend par « organisme du gouvernement » tout organisme dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé en vertu de la *Loi sur la fonction publique* (chapitre F-3.1.1) ou dont le fonds social fait partie du domaine de l'État.

Montants, attribution de l'aide financière et versements

9. Paramètres servant à l'établissement du montant de l'aide financière

La subvention d'appariement à laquelle a droit une FSQ ou un ONL admissible est établie suivant l'exemple de la formule illustrée à l'annexe 1. Elle correspond à un pourcentage allant de 50 % à 500 % des dons que l'organisme aura recueillis. Ce pourcentage est inversement proportionnel au revenu moyen d'un organisme admissible.

Pour la période 2021-2023, le pourcentage auquel aura droit un organisme sera établi selon son revenu annuel moyen basé sur les exercices financiers 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

Le MEQ s'engage à appairer tous les dons recueillis de façon équitable entre toutes les FSQ ou tous les ONL jusqu'à concurrence des crédits disponibles pour la période. La méthode de calcul de l'appariement est présentée à l'annexe 3.

Le calcul de ses revenus annuels inclut, en plus des revenus autonomes ou des dons privés, toute aide financière provenant de ministères ou organismes du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada, de leurs sociétés d'État et des entités municipales.

L'aide financière provenant de l'ensemble des ministères et des organismes des gouvernements provincial et fédéral ainsi que des entités municipales ne peut excéder 80 % des dépenses admissibles.

Aux fins des règles de cumul des aides financières, le terme « entités municipales » comprend les organismes municipaux au sens de l'article 5 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

A. Modalités des versements

- **Versements des fonds de dotation et de réserve**

Les subventions d'appariement à verser au fonds de réserve et au fonds de dotation de la FSQ ou de l'ONL sont calculées à trois moments durant l'exercice financier de Placements Sports et Loisirs, **soit dans les jours suivant le 31 août, le 31 décembre et le 31 mars**. Le fournisseur de service versera l'appariement des fonds de réserve dans les meilleurs délais suivant la réception des subventions d'appariement de la part du gouvernement.

Les dons attribués à la FSQ ou à l'ONL sont appariés selon l'enveloppe budgétaire annuelle disponible, qui sera distribuée équitablement entre toutes les FSQ participantes et tous les ONL participants, en fonction **des** paramètres servant à l'établissement du montant de l'aide financière.

Sur la base des subventions annuelles obtenues par le MEQ pour le programme Placements Sports et Loisirs, aucun solde d'appariement⁷ ne sera comptabilisé à la fin de chaque période annuelle. La portion du total du don et de l'appariement devant être versée au fonds de dotation de la FSQ ou de l'ONL sera versée dans un fonds de dotation géré par le Gestionnaire, excluant les sommes recueillies qui sont versées au fonds de réserve.

- **Versements des intérêts**

Les intérêts générés par le fonds de dotation de la FSQ ou de l'ONL sont versés une fois par année à une date déterminée par le Gestionnaire. La FSQ ou l'ONL comprend que la gestion et le rendement du fonds de dotation sont la responsabilité du Gestionnaire. En aucune circonstance celui-ci ne pourra être tenu responsable des résultats générés par les fonds de dotation.

La FSQ ou l'ONL s'engage à conserver intact le capital du fonds de dotation pour une période minimale de dix ans à partir de la date de chaque dépôt; seuls les intérêts versés annuellement par ce fonds peuvent être utilisés. La FSQ ou l'ONL s'engage aussi à ne jamais utiliser ce fonds en garantie pour des emprunts de quelque nature que ce soit ou pour toute autre forme de transaction qui les mettrait en péril jusqu'au terme de l'investissement minimal de dix ans.

En aucun cas la création d'un fonds de dotation et d'un fonds de réserve dans le cadre du présent programme ne doit avoir pour conséquence de provoquer un déficit au sein de l'organisme.

Reddition de comptes

Chaque année, une firme privée, choisie et mandatée par le Conseil de gouvernance, sous-traitée par le fournisseur de service, procède à l'audit d'un minimum de six organismes pour vérifier si toutes les règles du programme Placements Sports et Loisirs sont respectées. Le choix des organismes audités est aléatoire ou à la discrétion du Conseil de gouvernance de Placements Sports et Loisirs. Le MEQ ou le fournisseur de service peuvent en tout temps exiger d'autres documents en complément aux fins de vérification.

De plus, une reddition de comptes sous forme de rapport annuel et portant sur les résultats du programme sera produite par le fournisseur de service et remise au Conseil de gouvernance de Placements Sports et Loisirs ainsi qu'au MEQ. Ce rapport fera minimalement état de la liste des bénéficiaires, des résultats obtenus pour la collecte de fonds, de l'appariement mérité et versé, des fonds de dotation, des fonds de réserve, de l'évolution des dons reçus et des activités générales du programme.

Un bilan du programme Placements Sports et Loisirs sera transmis au Secrétariat du Conseil du trésor (Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes), au plus tard le 15 mai de chaque année, selon une forme et des modalités à convenir au préalable.

⁷ Montant de subvention d'appariement dû à la FSQ ou à l'ONL, mais non payé.

Autres dispositions

10. Rôles et responsabilités

A. Fournisseur de service

Le fournisseur de service assurera la gestion du programme et aura pour mandat de conseiller les FSQ et les ONL dans leurs démarches de collecte de fonds.

B. Conseil de gouvernance de Placements Sports et Loisirs

Le Conseil de gouvernance de Placements Sports et Loisirs, constitué par le ou la ministre responsable du loisir et du sport, assure la gestion des modalités, règles et paramètres du programme, de même que de la politique de placements des fonds de dotation dans le respect des normes du programme autorisées par le Conseil du trésor. De plus, il s'assure :

- ♦ du respect des règles de Placements Sports et Loisirs par les organismes participants;
- ♦ de la qualité et de l'efficacité de l'administration du programme, de la gestion des fonds et du soutien professionnel accordé aux organismes.

Le Conseil de gouvernance est composé des personnes suivantes :

- ♦ une représentante ou un représentant du MEQ;
- ♦ une représentante ou un représentant élu nommé par le fournisseur de service;
- ♦ une représentante ou un représentant élu nommé par l'instance provinciale de regroupement des organismes nationaux de loisir;
- ♦ une représentante ou un représentant élu nommé par l'instance provinciale de regroupement des fédérations sportives québécoises;
- ♦ trois personnes spécialisées en matière de philanthropie, de placements ou de gestion de programmes financiers nommées par le ou la ministre responsable du loisir et du sport.

11. Directives à l'intention du vérificateur des états financiers des FSQ et des ONL

- ♦ Le fonds de dotation ne doit pas être présenté comme un actif; seuls les versements d'intérêts provenant de celui-ci peuvent être comptabilisés au fonds de réserve, le cas échéant.
- ♦ Les revenus et les dépenses liés au programme Placements Sports et Loisirs doivent être présentés distinctement. Une note doit indiquer que les revenus liés aux dons et subventions obtenus dans le cadre du programme Placements Sports et Loisirs sont conformes, c'est-à-dire qu'ils respectent les lois fiscales et ne s'appliquent qu'aux dépenses admissibles des activités de l'organisme.
- ♦ Tout surplus cumulatif (fonds de réserve) non dépensé par un organisme admissible doit être présenté au bilan en tant qu'actif net affecté au programme Placements Sports et Loisirs.
- ♦ Aucun déficit du fonds de réserve ne peut être présenté au bilan.

12. Frais de gestion

Selon les politiques du fournisseur de service, des frais bancaires s'appliqueront lorsque les donateurs utilisent le mode de paiement par carte de crédit.

À titre d'exemple, si les frais bancaires sont de 4 %, une personne qui fera un don de 100 \$ par carte de crédit recevra, le cas échéant, un reçu de 100 \$ aux fins d'impôt. La FSQ ou l'ONL obtiendra un appariement calculé sur la base de ce montant. Toutefois, le montant qui sera remis à la FSQ ou à l'ONL sera de 96 \$.

Des frais de gestion seront perçus par le fournisseur de service à même la subvention totale d'appariement. Le taux est valable pour les deux premières années du cycle et sujet à révision pour les années subséquentes.

13. Visibilité

Le MEQ exige une visibilité minimale pour tout investissement, indépendamment du montant accordé. De même, toute FSQ ou tout ONL subventionné doit se conformer aux normes de visibilité du programme Placements Sports et Loisirs inscrites à la convention et obtenir les autorisations nécessaires concernant l'utilisation et le téléchargement de ses logos.

14. Demande d'examen d'une décision

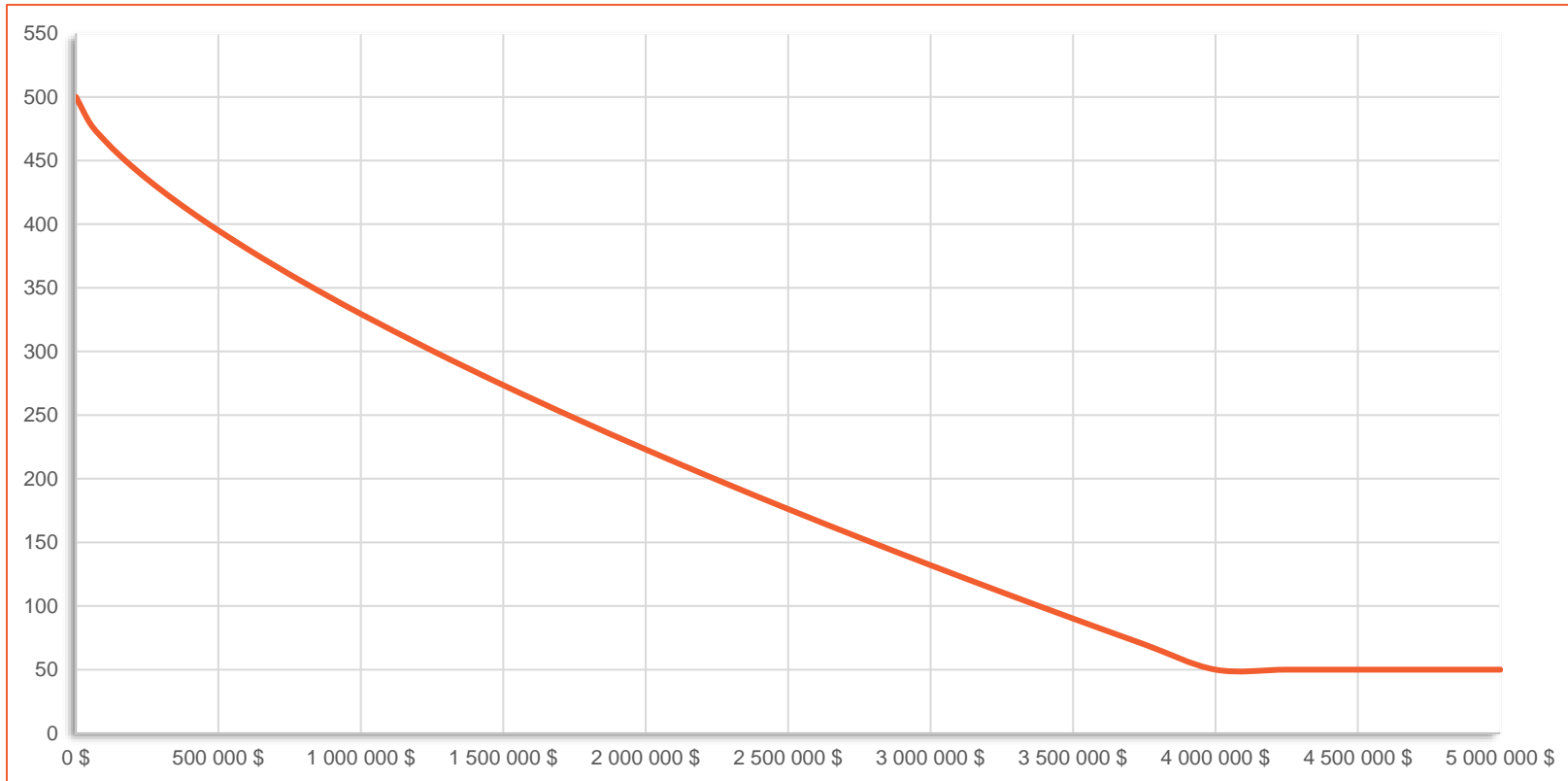
- ◆ Si un organisme est insatisfait d'une décision rendue par le Conseil de gouvernance dans le cadre de Placements Sports et Loisirs, il dispose d'un délai de 30 jours ouvrables suivant la réception de cette décision pour déposer une demande de révision écrite en fournissant les éléments suivants :
- ◆ la résolution du conseil d'administration qui approuve la demande d'examen;
- ◆ les motifs de la contestation de la décision;
- ◆ les pièces justificatives appuyant la demande d'examen.

15. Circonstances exceptionnelles

Lors d'événements qui sont hors du contrôle des organisations admissibles (ex. : pandémie), certains assouplissements aux normes pourraient être autorisés, de façon exceptionnelle et après approbation par le Ministère.

Annexe 1

Exemple du taux d'appariement selon le revenu moyen d'une organisation admissible



EXEMPLES DE POURCENTAGE (en lien avec la courbe d'appariement)

- ◆ Taux maximal d'appariement : 500 %
- ◆ Taux minimal d'appariement : 50 %
- ◆ Seuil de revenu pour obtenir le taux d'appariement minimal : 4 000 000 \$ et plus

Il est important de comprendre que la courbe est différente pour les FSQ et les ONL, car elle est établie pour une période de deux exercices financiers selon le revenu annuel moyen de chaque organisation pour les trois exercices financiers précédents.

Annexe 2

Calcul de l'appariement et du versement maximal par FSQ ou ONL

Plafond d'appariement annuel par FSQ ou ONL⁸

$$\frac{\text{Subvention disponible pour versement d'appariement}}{\text{Somme des dons admissibles soumis par toutes les FSQ ou par tous les ONL}}$$

Appariement total à verser⁹

$$\text{Dons soumis} \times \text{taux d'appariement}$$

Dons admissibles maximaux par FSQ ou ONL

$$\frac{\text{Appariement maximal annuel par FSQ ou ONL}}{\text{Taux d'appariement de la FSQ ou de l'ONL}}$$

Fonds de dotation

$$(\text{Dons admissibles} \times \text{taux fonds de dotation}) + (\text{Appariement total à verser} \times \text{taux fonds de dotation})$$

Fonds de réserve

$$\text{Appariement total à verser} - \text{fonds de dotation}$$

Subvention disponible pour versement d'appariement

$$\text{Subvention annuelle} - \text{frais de gestion}$$

⁸ Le Ministère distribue le montant en respectant un plafond équitable maximal pour toutes les FSQ et pour tous les ONL, jusqu'à concurrence de la subvention disponible pour versement d'appariement.

⁹ Si les dons soumis dépassent le montant maximal admissible pour la FSQ ou l'ONL, l'organisme obtient l'appariement maximal annuel.

Annexe 3

Principales définitions

Aux fins de ce programme, les termes suivants désignent :

Collecte de fonds

Activités de financement visant à recueillir des fonds. La collecte de fonds englobe non seulement les campagnes de financement officielles et planifiées, mais également les contributions et les dons spontanés.

Don

Désigne les dons admissibles recueillis par un organisme (y compris les sommes reçues à titre de legs) et pour lesquels ont été délivrés ou non (le cas échéant) des reçus officiels¹⁰ aux fins de calcul de l'impôt sur le revenu.

Fédération sportive québécoise (FSQ)

Organisme provincial de sport qui agit, par sa mission et ses activités, à titre de premier responsable de la promotion, du développement et de la régie de sa ou ses disciplines dans les contextes de pratique qui s'y appliquent (découverte, initiation, récréation, compétition, haut niveau). Formée d'un regroupement de membres collectifs (c'est-à-dire de personnes morales) ou individuels, la FSQ rayonne au-delà du cadre local ou régional en menant des actions de portée provinciale et en assurant le déploiement de services auprès de ses membres et du public.

Fournisseur de service

Le fournisseur de service assure la gestion du programme et a pour mandat de conseiller les FSQ et les ONL dans leurs démarches de collecte de fonds. Il est sélectionné à la suite de la publication d'un avis d'intention.

Gestionnaire

Le Gestionnaire est une organisation spécialisée qui gère le fonds de dotation et est choisie par le fournisseur de service.

Organisme national de loisir (ONL)

Chef de file dans un champ d'intervention en loisir qui contribue, par sa mission et ses activités, au maintien, au développement et à l'augmentation¹¹ du niveau de la pratique d'activités de loisir de la population québécoise. Formé d'un regroupement de membres collectifs (c'est-à-dire de personnes morales) ou individuels, l'ONL rayonne au-delà du cadre local et régional en menant des actions de portée provinciale et en assurant le déploiement de services auprès de ses membres et du public.

¹⁰ L'ARC ne permet pas la délivrance de reçus pour les dons provenant de fondations enregistrées.

¹¹ L'augmentation du niveau de la pratique d'activités de loisir est ici comprise comme l'accroissement de la qualité de ces activités, de l'accessibilité à celles-ci, de la sécurité et d'autres facteurs de nature qualitative.

